

**Monsieur Jean Castex**

Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

Paris, le 14 décembre 2021

**LA PRÉSIDENTE**

Destination France : où sont passées les villes ?

**France urbaine**

22, rue Joubert  
75009 Paris  
Tel : 01 44 39 34 56

**Contacts :**

[o.landel@franceurbaine.org](mailto:o.landel@franceurbaine.org)

[l.delbos@franceurbaine.org](mailto:l.delbos@franceurbaine.org)

Monsieur le Premier ministre,

En 1972, Italo Calvino, dans son roman « Les villes invisibles », explore l'imaginaire fertile et infini proposé par les espaces urbains. Espaces de rencontres, de hasards, de découvertes, d'apprentissages, les villes apparaissent sous sa plume comme autant de possibilités et d'ouvertures pour leurs habitants et leurs visiteurs.

**A la lecture du Plan de Reconquête et de Transformation Touristique “Destination France”, que vous avez présenté le 20 novembre dernier à Amboise et qui a été rendu public dans un document de synthèse le 29 novembre, les élus des grandes villes, grandes agglomérations et métropoles se posent la question suivante : où sont passées les villes ? Sont-elles devenues invisibles ?** Si la France est assurément belle de ses paysages ruraux, montagnards et balnéaires, elle est aussi riche de sa diversité, de son patrimoine et de son dynamisme urbains que les touristes du monde entier viennent admirer depuis des siècles.

Les chiffres de l'Insee sont significatifs : les villes génèrent la plus forte consommation touristique en France, estimée à 23,6 milliards d'euros, dont 60 % proviennent des touristes étrangers. Elles représentent 25 % des nuitées totales, 30 % des séjours effectués par les Français, soit le deuxième espace le plus fréquenté après le littoral et 40 % des séjours effectués par les étrangers. 35 des 50 sites de visites à billetterie, à savoir les sites culturels et de loisirs, les plus fréquentés de France sont situés en milieu urbain. Ces chiffres traduisent autant les dérives du “surtourisme” dans certaines villes, ils nous rappellent aussi que les grandes villes sont, par définition, des « portes d'entrée » sur l'ensemble du territoire, proposant à nos visiteurs une première et dernière impression, souvent décisive.

Ce Plan de Reconquête et de Transformation Touristique, Monsieur le Premier ministre, est donc incomplet. Il marque une absence de considération pour les villes, pour leurs habitants mais surtout pour les professionnels du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration ou de l'événementiel, qui, depuis deux ans, font face avec courage et détermination à la plus grave crise de ces dernières décennies. En Ile-de-France par exemple, d'après l'Insee, l'occupation hôtelière durant l'été 2021 a atteint à peine 21% des taux de 2019. Si ces entreprises ont été massivement aidées par l'Etat et les collectivités, dans les villes comme ailleurs, elles sont en droit de trouver leur place dans une stratégie et une ambition nationale. Ce sont elles qui seront, en effet, en première ligne de la transformation écologique du tourisme.

Avec la cinquième vague de l'épidémie qui touche actuellement le monde et l'apparition du variant Omicron, l'absence du tourisme urbain du plan du gouvernement fait donc l'effet d'une nouvelle douche froide pour les professionnels de la filière qui sont parmi les premiers concernés et impactés par d'éventuelles nouvelles mesures de restriction et qui subissent d'ores et déjà une série d'annulations et une chute de leurs réservations.

Elus des grandes villes, agglomérations et métropoles, réunis au sein de France urbaine, nous ne retrouvons donc pas dans ce Plan. Nous ne nous y retrouvons pas car il n'est pas en phase avec notre philosophie. Nous portons, vous le savez, l'alliance des territoires, la dynamique partagée entre l'attractivité des sites urbains et celle des espaces ruraux, littoraux ou montagnards. Avec ce Plan, vous faites le choix de l'effacement plutôt que celle de l'union des territoires, qui vous est pourtant chère, nous le savons. Nous défendons aussi, aux côtés des professionnels de l'événementiel, tels que l'Unimev, comme avec les associations spécialisées dans le secteur du tourisme (France Tourisme Urbain, France Congrès Evénements, Fédération des EPL...) la pertinence d'un travail commun entre acteurs publics et privés, au service d'un accueil plus raisonné et qualitatif de nos visiteurs.

Notre association France urbaine siège au Comité de Filière tourisme et à plusieurs de ses commissions. En lien avec ses collectivités adhérentes, elle a soumis le 11 octobre dernier au secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie Jean-Baptiste Lemoine une contribution au Plan de reconquête touristique contenant une quinzaine de propositions permettant de nourrir et d'enrichir cette stratégie nationale. Priorisant un tourisme durable et responsable, et déclinant cette priorité en termes de tourisme d'affaires, d'emploi ou d'hébergement touristique, nos territoires sont pleinement engagés dans les transformations indispensables à la pérennité et la sobriété d'une activité riche en emplois de proximité et indispensable, par le tourisme d'affaires, aux liens commerciaux entre acteurs économiques, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou de services. Alors qu'elles paraissent pleinement en phase avec l'ambition et les thématiques du plan national, aucune de nos propositions n'a été reprise.

Dans l'esprit constructif et transpartisan qui est le sien, France urbaine a sollicité à plusieurs reprises votre Gouvernement dans la foulée de la présentation du Plan, sans obtenir de réponse. La France ne pourra rester la première destination touristique mondiale sans l'implication des villes. Le résultat est connu à l'avance. Parce qu'il est encore temps de rectifier le tir, les élus des grandes villes, grandes agglomérations et métropoles sont prêts à travailler aux côtés du Gouvernement pour que ce Plan soit opérant, concret, efficace et puisse remplir ses objectifs unanimement partagés. La France mérite bien cela.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Signataires : Membres du Bureau exécutif :

**Johanna Rolland**, Maire de Nantes, Présidente de Nantes Métropole, Présidente de France urbaine,

**Jean-Luc Moudenc**, Maire de Toulouse, Président de Toulouse Métropole, 1<sup>er</sup> Vice-Président de France urbaine,

**Nathalie Appéré**, Maire de Rennes, Présidente de Rennes Métropole,

**Joël Bruneau**, Maire de Caen, Président de la CU Caen la Mer Normandie,

**Eric Piolle**, Maire de Grenoble

**Cécile Helle**, Maire d'Avignon, Co-présidente de la Commission « Tourisme » de France urbaine,

**Jean-Luc Bohl**, Vice-Président de l'Eurométropole de Metz, Co-Président de la Commission « Tourisme » de France urbaine

**Michèle Lutz**, Maire de Mulhouse, co-présidente de la Commission Economie des Territoires

**Anne Vignot**, Maire de Besançon, Présidente de Grand Besançon Métropole, co-présidente de la Commission Economie des Territoires



